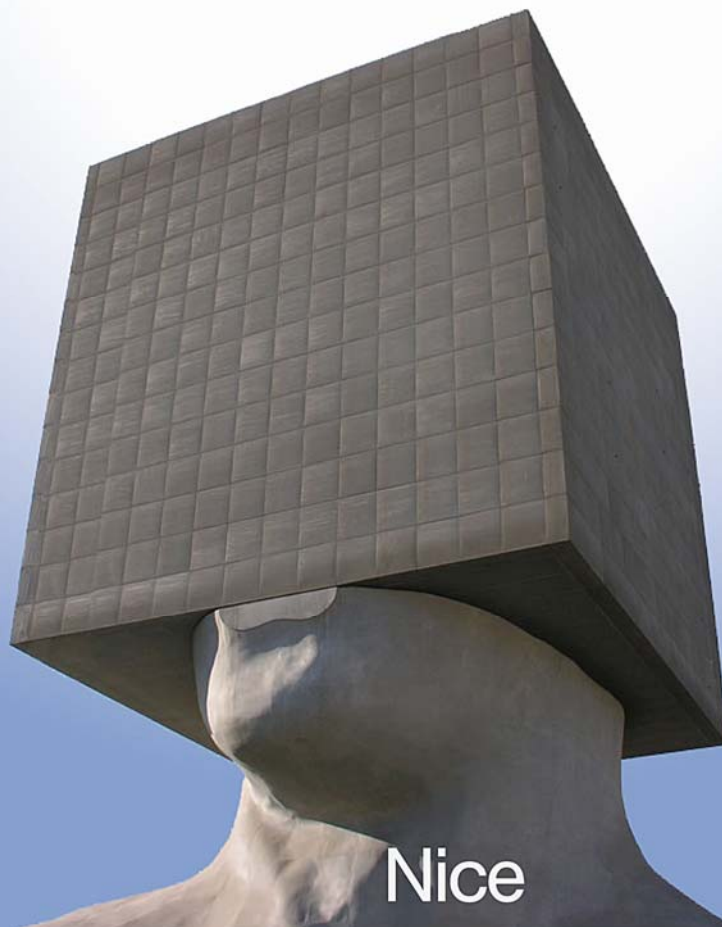


Académie Méditerranéenne Interdisciplinaire des Connaissances



LES PRINTEMPS ARABES : UNITÉ OU DIVERSITÉ ?

par Christian Lochon, Professeur d'Université
Directeur des études au Centre des hautes études Afrique
et Asie Modernes



Nice

LES PRINTEMPS ARABES : UNITÉ OU DIVERSITÉ ?

par Christian Lochon

Professeur d'Université

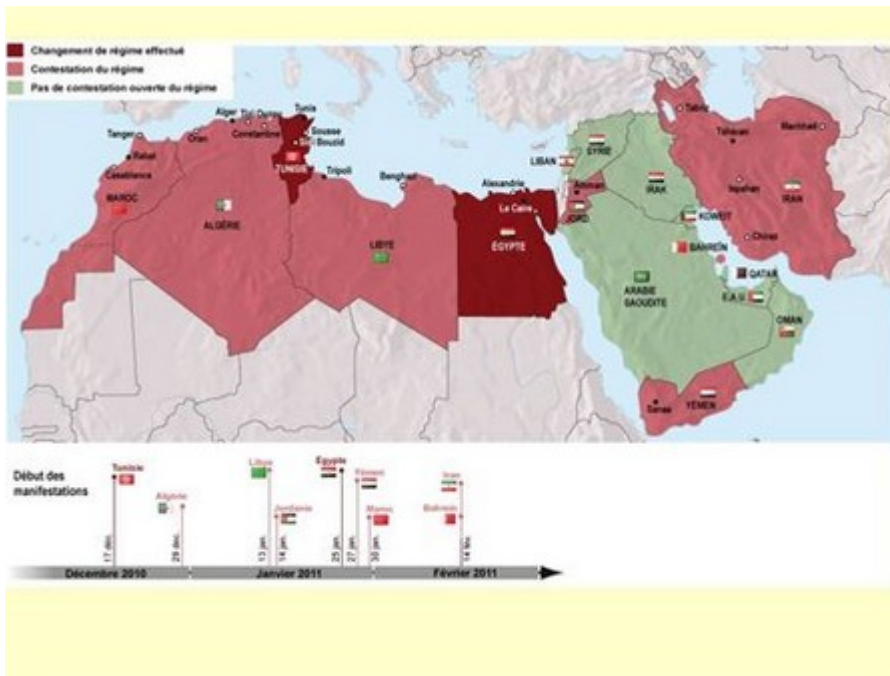
Directeur des études au Centre des hautes études Afrique et Asie Modernes



1 - Le monde arabe : immenses revenus, immense déconvenue.

Aucun État arabe n'est en mesure d'échapper à l'explosion des protestations populaires qui secouent toute la région depuis décembre 2010. La répression de ce mouvement par la force ne fait que reculer une échéance qui peut à moyen terme être fatale au Régime qui l'utiliserait.

Un rapport de l'ONU, publié le 21 juillet 2009, peut passer aujourd'hui pour prémonitoire. Sous le titre Défi à la sécurité humaine dans les pays arabes, il décrit le non-respect de l'ensemble des droits de l'homme dans tous les pays de la région et recommande aux gouvernements d'adopter des réformes juridiques et



et institutionnelles pour se mettre en conformité avec les conventions internationales. Cette étude soulignait la fragilité des structures politiques, sociales, économiques et environnementales de la région, le manque de politique de développement centré sur l'individu et la vulnérabilité à l'intervention étrangère.

Les pays arabes n'ont jamais formé un bloc uni et des désaccords souvent violents opposèrent la Syrie au Liban, à la Jordanie, à l'Irak ; l'Arabie Saoudite aux Émirats, à l'Oman, au Koweït et au Yémen ; l'Égypte à la Syrie et à Gaza ;

l'Algérie au Maroc ; la Libye à l'Égypte et à la Tunisie. Les révoltes kurdes qui se poursuivent depuis 1945 en Irak, en Syrie comme en Iran et en Turquie, le conflit pérenne israélo-palestinien qui a produit 4 guerres depuis 1947, ont précédé les manifestations populaires violentes de 2011 qui ont clairement exprimé le rejet des despotes au pouvoir et l'aspiration à un système démocratique, souvent dans une grande improvisation et de graves désordres, faute de leadership. Les opinions publiques ont reproché à leurs dirigeants de n'avoir rien fait contre la vie chère, un chômage endémique, l'absence de liberté, le verrouillage politique et la corruption des gouvernements en place et surtout le rejet du projet de création d'une république dynastique sur le modèle syrien en Égypte, au Yémen, en Libye

L'influence de la démocratie occidentale, entrevue grâce aux antennes paraboliques, et le fait que les familles maghrébines et machréquines comptent plusieurs de leurs membres exilés, pour des raisons politiques ou économiques, en Europe, en Amérique du Nord ou en Australie, a été déterminante. Le slogan « Dégage », traduit en arabe « Arhal », venu du lexique politique français, a été le slogan le plus scandé à l'adresse des dirigeants honnis.

Néanmoins, la révolte peut être, sinon jugulée, du moins n’obtenir que des résultats limités. Les régimes vont faire quelques concessions mais s’arrangeront pour les reprendre. D’abord, de nombreux musulmans souhaitent une plus grande prise en compte de leur religion. Il est vrai que les Frères Musulmans et autres mouvements salafistes peuvent adopter provisoirement un discours modéré, affirmant leur attachement à la démocratie, l’absence de volonté de remise en cause des droits de la femme et une certaine liberté de conscience. L’exemple du parti au pouvoir en Turquie, l’AKP, Parti de la Justice et du progrès, (40 % des députés), a séduit la population par des actions positives dans les secteurs de l’éducation, de la charité publique ou de la médecine de proximité.

Mais il « réislamise » progressivement la société. Le gouvernement turc aujourd’hui répand l’usage du voile dans la cité, le ré-autorise à l’université et dans les administrations, interdit graduellement les débits de boissons alcoolisées. La deuxième limitation de la marche vers la démocratie peut venir du rôle de l’armée, bien présente en Égypte, où ses cadres ont succédé au président Moubarak ; elle se cache également derrière le président algérien ; elle est légitimiste au Maroc, du type tribal en Libye et au Yémen, républicaine en Tunisie, confessionnelle en Syrie et en Irak, en partie étrangère dans le Golfe.

À la manière de l’Ancien Régime français, la société arabe est divisée en trois classes hiérarchisées : les religieux, les notables ploutocrates et le tiers état.

Les cadres islamiques ont maintenu un code familial et pénal, « le Statut personnel », élaboré au IXe siècle, émanation d’une interprétation juridique de certains versets du Coran, qui leur permet toujours d’instrumentaliser politiquement le fait religieux. Il maintient en effet les minoritaires dans un état de sous-citoyens, les non- musulmans d’abord, chrétiens et juifs, qui ne peuvent prétendre à présider l’État (sauf au Liban) ou même à obtenir des postes dans la haute administration, sauf exceptionnellement Tarik Aziz en Irak ou Boutros Boutros-Ghali en Égypte, dont le père Premier ministre fut assassiné par un musulman radical. Les chiïtes sont tenus à l’écart dans les États où les sunnites sont majoritaires (royaumes, émirats du Golfe) ou prétendent l’être (Irak, Liban). Les chiïtes majoritaires font de même avec leurs compatriotes sunnites en Iran, en Syrie.

Répartition confessionnelle aux Proche et Moyen Orient						
Pays	Sunnites	Chiïtes	Kharidjites	Autres	Chrétiens	Juifs
Iran	13 %	83 %		Maséens 2 %	1 %	0,1 %
Irak	35%	60%			4%	
Israël	19%			Druzes 2 %	0,5 %	78%
Jordanie	84%	10%		Druzes 1 %	5%	
Liban	28%	33 %		Druzes 3 %	35%	0,1 %
Palestine	90%				4%	5%
Syrie	60%	5 %		Alaouites 13 % Druzes 3 %	8%	0,1 %
Turquie	74%	25%			0,30%	0,10%

Répartition confessionnelle dans les Etats du Golfe						
Pays	Sunnites	Chiïtes	Kharidjites	Autres	Chrétiens	Juifs
Arabie Saoudite	79%	15 %	1 %		5%	
Bahreïn	38%	60%	0,5 %		1 %	
E.A.U.	83%	15%	1 %		0,5 %	
Koweït	79%	20%			0,5 %	
Oman	46%	3 %	50%		0,5 %	
Qatar		15 %	5 %		0,5 %	
Yemen	50%	Zaïdites 45%		Ismaéliens 3%	0,5 %	0,5 %

Répartition confessionnelle en Afrique du Nord						
Pays	Sunnites	Chiïtes	Kharidjites	Autres	Chrétiens	Juifs
Algérie	95%		Mzabites 3 %		1,5%	1 %
Égypte	85%	1,50%			13 %	0,2 %
Libye	98%	0,50 %	1 %		0,5 %	
Maroc	98%				0,5 %	1 %
Tunisie	96%	0,5 %	2%		0,5 %	1 %

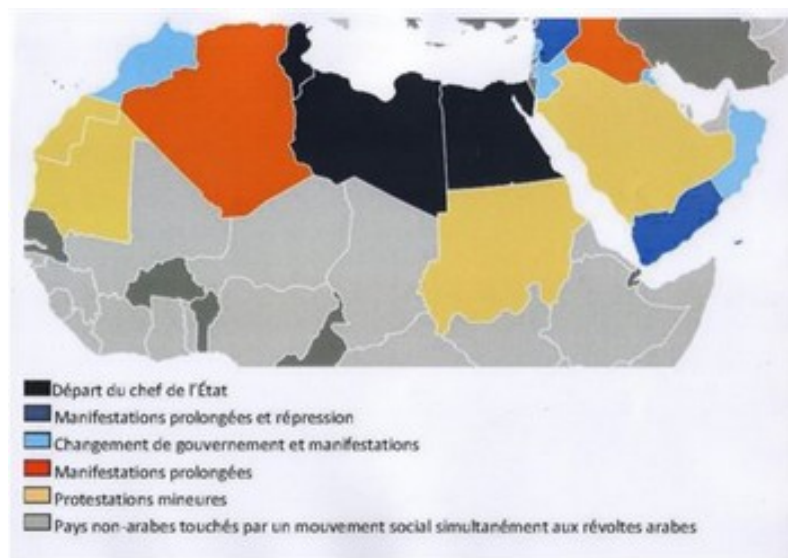
C’est ce qu’on appelle « fitna » ou lutte séculaire confessionnelle depuis la succession du Prophète. Aujourd’hui des affrontements violents ont lieu entre ces deux communautés en Arabie Saoudite, au Yémen, au Koweït, en Irak, en Syrie, au Liban et aussi en Iran, Afghanistan, au Pakistan et au Tadjikistan.

Les intégristes réprouvent l’insertion de la femme dans le monde du travail, de la politique, ou même de l’exégèse coranique. En Arabie Saoudite, l’indemnité à la suite d’un accident de la route est pour une femme la moitié de celle versée pour le décès d’un homme. Un musulman peut épouser une non-musulmane mais une musulmane ne peut pas épouser un non-musulman. Ce qui, dans la diaspora, crée de nombreux problèmes : en France 20 % des musulmanes se marient ou vivent avec un non-musulman. Cette législation d’un autre âge, comme la lapidation d’une femme adultère, déconsidèrent l’islam. Il en est de même pour la déclaration islamique des droits de l’homme, adoptée en 1980 par une commission de théologiens saoudiens, qui reconnaît les droits de l’homme et de la femme seulement s’ils sont admis par la Charia.

Tous les partis islamistes, veulent instaurer la Charia si elle n'existe pas dans la Constitution, le Front islamique du salut (Algérie), les Frères musulmans (Égypte, Syrie, Jordanie), Justice et Bienfaisance (Maroc), Ennahda (Tunisie), d'autant plus qu'Al Qaïda les menace tous de représailles s'ils ne se montrent pas exemplaires sur ce chapitre.

L'égoïsme des classes dirigeantes à l'égard de la population a conduit à la révolte actuelle des citoyens pauvres contre leurs dirigeants riches. Ces derniers s'appuient sur des clans familiaux en Libye, Égypte, Tunisie, Syrie, au Yémen ou sur une classe de notables privilégiés au Maroc, en Algérie, Palestine ou sur des rassemblements confessionnels (Liban, Bahreïn).

Parmi les chefs d'État contestés, Kadhafi et sa famille disposeraient de 85 milliards de dollars dont 21 aux États-Unis, les Moubarak de 60 milliards de dollars et les clans Ben Ali et Assad de 16 milliards. Le président des Émirats arabes unis possède 20 milliards de dollars, le roi d'Arabie Saoudite 18 et l'émir du Qatar 2,5 alors que 24 % de la population active en Egypte et 30 % de celle d'Afrique du Nord gagnent deux dollars par jour. Cette région, malgré les énormes richesses du sous-sol, appartient au monde en voie de développement. Il est vrai qu'un Qatarote gagne quarante fois plus qu'un Yéménite (40 % des adultes y sont analphabètes et en Égypte 30 %). C'est pourquoi l'immigration des diplômés et des chômeurs est demeurée la seule solution pour avoir une vie décente.



C'est qu'il est de plus en plus coûteux de se nourrir. En moyenne, les familles des pays arabes consacrent à l'alimentation entre le tiers et la moitié de leur budget contre 11 % en France. Et le prix du pain a augmenté de manière spectaculaire ces derniers mois. On comprend que la Tunisie ait interdit aux anciens ministres du président Ben Ali de quitter le pays et que l'Égypte ait mis en examen le président Moubarak et ses deux fils. Un exemple pour les autres dictateurs.

Quant aux États arabes pétroliers et gaziers si riches, ils n'ont pas utilisé leurs fonds souverains pour venir au secours des

populations de leurs voisins mais investi des sommes considérables en Europe (opérations immobilières à Paris ou à Londres) ou en Amérique. Leurs achats d'armes ont été spectaculaires. En fait, les échanges commerciaux interarabes ne représentent que 6 % des échanges de tous les pays arabes avec le reste du monde. D'autre part, les pays du Golfe, craignant la contestation politique de travailleurs égyptiens ou maghrébins, ont importé de la main-d'œuvre plus docile en provenance de l'Asie, même s'il ne s'agit pas de musulmans. L'Arabie saoudite renvoya il y a quinze ans un million d'artisans et d'ouvriers yéménites les condamnant à la misère ; le Koweït expulsa les Palestiniens en 1991, la Libye fit de même successivement avec les Palestiniens, les Égyptiens, les Tunisiens avant les événements dramatiques de cette année.

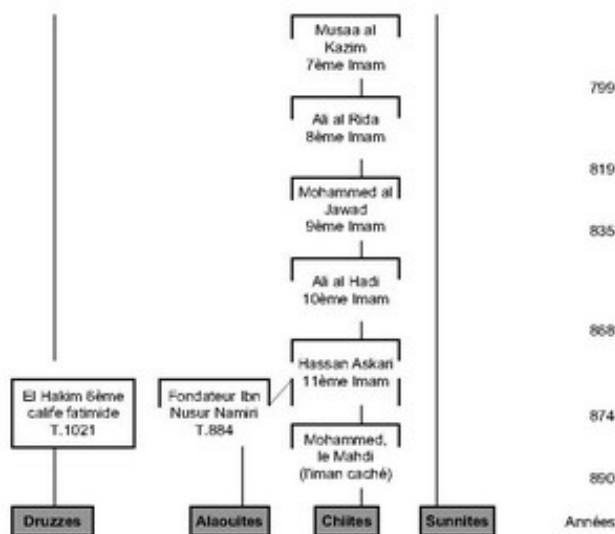
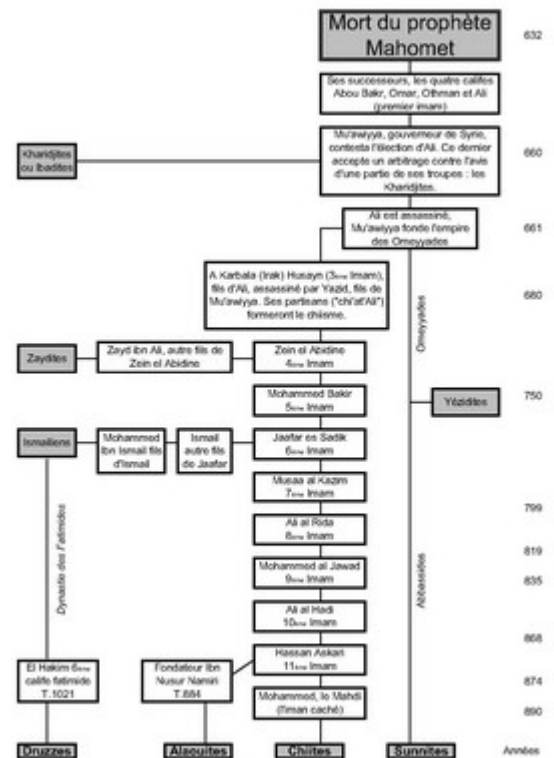
Les composantes du « tiers état » arabe, en dépit de motivations différentes, se sont unies pour manifester. Les intellectuels l'ont fait pour exiger la liberté de réfléchir, d'avoir accès à des livres, des films censurés et à tous les acquis scientifiques et sociétaux (tolérance, égalité des droits). La jeunesse furieuse de voir les talents gaspillés, l'inégalité des chances, le blocage des carrières, l'absence de perspective, a utilisé l'informatique et les nouvelles technologies de l'informatique, ce dont ne se méfiaient pas les régimes contestés. Les classes pauvres s'insurgèrent pour obtenir la justice sociale, la dignité, satisfaire aussi le désir de consommation de denrées, d'habits, d'objets inabordables. Enfin les laïques contestaient de puis longtemps la sacralisation d'une loi humaine transformée en charia inadaptée et l'intolérance du

Pouvoir et du Clergé. D'où le déferlement post-révolutionnaire des « boat people » vers l'Europe, connue par les télévisions étrangères, les réseaux Facebook, les appels téléphoniques aux cousins expatriés pour son respect de la dignité humaine, l'aide sociale et la liberté des mœurs dont ils veulent bénéficier tout-de-suite.

L'Union européenne doit repenser son partenariat avec le monde arabe pour prendre en compte ces grands bouleversements et surtout convaincre ses partenaires des monarchies du Golfe de participer, au nom de la solidarité arabe, en augmentant conséquemment leurs investissements au développement économique, à l'amélioration de l'économie des pays pauvres de la région. La démocratie ne prendra forme qu'à cette condition ainsi que l'adhésion aux valeurs universelles et à l'éradication des extrémismes. Ces royaumes et émirats si conservateurs veulent-ils éviter une radicalisation des populations qui les mettrait eux aussi en danger ? Aujourd'hui, c'est aux Arabes de décider s'ils sont en 1789, 1793, 1917 ou 1990 ?

2 - Nouvelle émergence des minorités confessionnelles et ethniques aux Proche et Moyen Orients.

Au cours des années 1980, quelques pays du Proche-Orient arabe étaient gouvernés par des éléments politiques minoritaires ; le Liban, avec 65 % de musulmans, avait et a encore in Président chrétien ; la Jordanie voyait un souverain dont la famille venait du Hijaz et s'appuyait sur quelques tribus nomades jordaniennes alors que la majorité est constituée de réfugiés palestiniens (70 %), l'Irak, depuis sa fondation eut des gouvernements sunnites alors que la majorité est chiite(65 %) et la Syrie, à 75 % sunnite est dirigée depuis 1971 par un régime alaouite ; mais le phénomène s'est amplifié par la revivification de la « fitna » ou lutte entre sunnites et chiites telle qu'elle apparut à la mort du Prophète Mohammed et la constitution de groupes d'acteurs non-étatiques qui s'attaquent aux Etats, comme Al Qaïda en Arabie Saoudite ,dans tout le Machreq et maintenant le Maghreb, ou le Hamas sunnite et le Hizbollah chiite, soutenus par l'Iran, qui défient Israël.



A) Minorités aux Proche et Moyen Orients arabophones

L'Irak, depuis 2003, est en proie à l'implosion ; les Kurdes, longtemps contenus et souvent victimes d'extermination bénéficient depuis 1991 d'une protection de l'ONU. L'autonomie sécurisée étant ainsi acquise, la communauté kurde du Nord Irak s'est vue, en vertu de la Constitution fédérale de 2004, octroyer par le gouvernement

central 17 % des revenus pétroliers qui ont financé une administration locale avec un président, des ministres et des fonctionnaires. Sur le plan confessionnel, les musulmans se sont redéployés dans les régions ou les quartiers de ville sunnites ou chiites élevant souvent des murs de protection. Les laissés pour compte ont été les chrétiens des grandes villes, dont beaucoup regagnaient leurs villages d'origine septentrionaux, les Turcomans pris en tenailles entre Kurdes et Arabes, ou les Yezidis kurdophones

Comme l'avait préconisé Kissinger dès 1973, le Liban était prêt pour une fragmentation en cantons. Dès le XIXe siècle, le régime ottoman avait imposé en 1845 pour séparer les communautés druze et maronite deux cantons séparés par la route Beyrouth- Damas, maronite au nord, et druze au sud. Cela n'empêcha pas les massacres de 1860 qui nécessitèrent l'intervention d'une expédition franco européenne pour rétablir l'ordre. Le Liban indépendant demeure séparé en régions confessionnelles et Beyrouth en quartiers communautaires. Une nouvelle ligne de démarcation délimite aussi les quartiers sunnites (ouest) et chiites (sud) de la capitale.

L'Oman fut le lieu de refuge des Kharijites, mais une partie de la population est sunnite chaféite et si ce n'était le régime policier imposé depuis 40 ans par le monarque omanais, des affrontements à la yéménite se seraient produits. Ces Ibadites, comme on les appelle en Oman, sont également présents dans l'île tunisienne de Djerba et en Algérie, à Ghardaïa.

La Syrie est le microcosme de la société arabe. La population syrienne est en majorité musulmane (87 %), sunnite (67 %) mais constituée d'ethnies diverses, arabe, kurde, caucasienne et des différents courants chiites ; les duodécimains (2 %), les druzes (3 %), les ismaéliens (1 %) et surtout les alaouites (13 %). Ces derniers ont consolidé leur mainmise du pouvoir en multipliant les mariages intercommunautaires au sein de la bourgeoisie sunnite, comme l'a fait le président Bachar El Assad. Les services de sécurité sont toujours néanmoins dans leurs mains, et si le rapprochement à petits pas devenu officiel avec Israël devrait entraîner un violent changement de régime dirigé par les Frères Musulmans, la région d'origine des Alaouites autour de Lattaquieh a été préparée pour accueillir un regroupement communautaire sur la côte, isolant de ce fait les quatre cités sunnites de nord au sud, Alep, Hama, Homs, Damas, tandis que les Kurdes n'hésiteraient pas à créer une région kurdifée de Deir Ezzor aux frontières turques et irakienne. On aurait là aussi la mise en place de cantons communautaires opposés les uns aux autres.

Le Yémen, depuis le IXe siècle, a été gouverné par les imams zaïdites, rattachés au 4e Imam chiite. Leur éloignement les a préservés des Empires abbasside, fatimide, mamelouk puis ottoman, tandis que de nombreux motazilites venaient s'y réfugier. Le sud est peuplé de sunnites chaféites. Nord et Sud ont eu un développement séparé et n'ont été réunis qu'en 1991. Profitant de la résistance des sudistes au gouvernement central, les mouvements qaïdistes ont entamé une rébellion que Sanaa se trouve dans l'impossibilité de juguler. Quant au nord, républicain depuis 1962, des zaïdites nostalgiques se sont révoltés dans l'objet de restaurer l'imamat. L'Iran les soutient tandis que le Président Abdallah Saleh reçoit l'aide de l'Arabie Saoudite. Là aussi, les interventions extérieures risquent de conduire à une cantonisation du pays.

B) Minorités aux Proche et Moyen-Orient non arabes

a) En Afghanistan, la population comprend des afghans, des pashtouns (Président Karzaï) , des ouzbeks (Abdulrachid Dustom), des tadjiks (Commandant Massoud), des hazaras, sunnites, chiites, ismaéliens , hindous, . Sous le régime Taliban, les minorités ont beaucoup souffert ; les chiites hazaras dans la région de Bamiyan furent l'objet de massacres. Toutes ces communautés ont bénéficié de l'après-talibanisme pour se renforcer dans leurs régions, et la guerre civile développe ces courants centrifuges.

b) Israël, en 1948, était un Etat laïque dirigé par des militants souvent agnostiques. Peu à peu des partis ultranationalistes se mirent en place, animés par des juifs ashkénazes qui bénéficièrent du régime

d'élections à la proportionnelle pour créer à la Knesseth, une minorité incontournable. Ainsi Israël allait devenir une république judaïsante monoculturaliste. Ce sont surtout les habitants des nouvelles colonies qui sont les électeurs des partis ultrareligieux ; le Parti « Israël Béïteinou » (15 députés sur 120) de Liberman et des « Haridin » achkénazes yiddishphones ; le « Shass » des Haridin séfarades ou Yahadot Hatorah (« Judaïsme unifié »). Quoique minoritaires, ils bloquent les institutions parlementaires, exigent la délaïcisation de la législation et veulent créer un Etat confessionnel

c) Le Pakistan compte des minorités d'expression musulmane, chrétienne et hindoue persécutées depuis l'indépendance. Les affrontements sanglants entre chiites et sunnites y sont constants. Les Taliban commanditent ces actions de déstabilisation. Alors que l'Etat pakistanais semble soutenir leur action, il est en partie leur victime. On a donc ici une situation d'anarchie qui pourrait conduire à une implosion du pays et à sa cantonalisation.

La Turquie, depuis Ataturk, a essayé d'imposer l'unité du pays par l'éradication des particularismes ethniques, régionaux, confessionnels et un islam officiel sunnite hanéfite. Les autres aspects de l'islam (alevisme, bektachisme), les religions non musulmanes (divers rites chrétiens, judaïsme) n'étaient pas reconnus.

Les différences ethniques non plus, les Kurdes étant appelés « Turcs des montagnes ». En novembre 2009, Ankara a adopté « des réformes nécessaires pour remplir les critères d'adhésion à l'Union européenne » (sic).

C) Les mouvements extrémistes

En Orient comme en Occident, se sont constituées de petites cellules efficaces moins réparables qui prendront des appellations convenues ; « Al Jihad », « Takfir » antichite exporté en Europe, « Gamaa Islamiyya » en Egypte, au Liban, au Pakistan ; « Jihad islamique ». Au Maghreb, le Groupe Islamique Armé s'est transformé en « Qaïda au Maghreb Arabe », parce que ce nom est devenu prestigieux dans le combat anti-occidental.

Créé par le riche saoudo- yéménite, Oussama ben Laden, en 1998, Al Qaïda (« La Base ») s'est imposée en s'appuyant sur les mercenaires venus expulser d'Afghanistan les Soviétiques. Cette multinationale bénéficie de soutiens locaux et recrute par le biais de madrasas subversives. Néanmoins, les Talibans appartiennent au courant deobandi hanafite indien très rigoriste tandis que les « salafistes » arabes seraient plus permissifs pour assurer un recrutement renouvelé.

Dès 1983, les services d'espionnage iraniens ont commis à plusieurs attentats en Europe (France, RFA). Leur relais Hizbollah grâce aux communautés libanaises chiites d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique du Sud, multiplie les actions de conversion au chiisme de populations africaines et terroristes en Amérique du sud (attentats contre des sociétés israéliennes). Le Hizbollah peut constituer une menace contre l'Occident aussi importante que celle des réseaux qaïdistes.

Mais le terrorisme est peu structuré. Il atteint la vie quotidienne des citoyens mais ne menace pas encore leur Etat. Reste la proposition européenne de dialogue euro-méditerranéen renouvelé. L'Union pour la Méditerranée comprend les 27 membres de l'U.E., mais aussi les cinq Etats du Maghreb et de la Ligue arabe en tant que telle ainsi que la Turquie et Israël. Quatre enjeux sont considérés comme majeurs : la gestion de l'eau, les transports, l'énergie et le développement urbain. Le financement de ces projets est à l'étude. Si l'on veut sauver des vies et les intérêts des populations concernés, il est nécessaire de les mettre à exécution.

3- L'Islam, spiritualisme, philosophie et instrumentalisation politique.

Le nombre d'ouvrages consacré à l'islam est considérable. Il en a presque toujours été ainsi, comme le rappelle cette bibliographie éditée en 1986 (Binarte et Eren) recensant 2 672 traductions du Coran de 1515 à 1980. Néanmoins, le Pr Mohamed Arkoun parle d'ignorance croisée autant de la part des non-musulmans pour cette religion que celle « des musulmans pour le christianisme, le judaïsme ou le bouddhisme ». Cet universitaire aime citer ce proverbe populaire « S'en moquer comme de l'an 40 », qui est, en fait, une transcription populaire de « l'Alcoran ». On voit que le préjugé remonte très loin. Le Pr Malek Chebel n'hésite pas à rejeter la faute sur ses coreligionnaires : « Le handicap, c'est d'abord la méconnaissance des musulmans de leur propre culture et leur propre religion... Si on devait appliquer l'islam coranique, tous les musulmans de France seraient recalés, même les musulmans dans le monde, y compris l'Arabie Saoudite. L'islam coranique, cela fait des siècles qu'il n'est pas appliqué ».

La communauté musulmane universelle (2 milliards de fidèles en 2020, 25 % de la population) ne ressent pas uniquement comme religieuse ; les substrats locaux, régionaux, nationaux, réagissent quand il s'agit de prendre position sur des données culturelles, conduisant à une interprétation coranique moderniste, ou à une expression traditionnelle intentionnellement militante et donc transplantant sur le plan politique des faits religieux ; ce qui entraîne dans la diaspora les musulmans à adopter une citoyenneté confessionnelle ou une attitude réservée plus ou moins laïque. D'autre part des phénomènes para-religieux comme le label de la viande « hallal » (« licite ») produisent des revenus non négligeables pour défendre l'une ou l'autre cause.

Ce survol rapide peut rendre compte modestement de l'intérêt qu'une nouvelle exégèse musulmane apporterait aux musulmans et aux non-musulmans dans le domaine de la connaissance de la révélation coranique. Certes des résistances dues à l'instrumentalisation politique dans les milieux traditionnels intégristes empêchent encore les chercheurs de publier dans leur propre pays. Mais bénéficiant de la liberté d'impression dans la diaspora, plusieurs exégètes arabes, iraniens ou indonésiens publient leurs travaux en langues occidentales. On y explique les ambiguïtés et parfois les incohérences stylistiques de textes visiblement tronqués ou insérés à tort, les versets qui se contredisent l'un l'autre (car exprimés sur une période de vingt ans), les emprunts textuels et mythiques aux autres religions régionales.

Ce qui est souhaitable, c'est que le grand nombre de citations coraniques invite nos lecteurs à se reporter au texte d'origine dans la traduction de Denise Masson, adoptée par l'Université d'El Azhar. De même qu'il est nécessaire de prendre connaissance des nouvelles productions de l'exégèse moderne, que des auteurs égyptiens, maghrébins, musulmans en tout cas, au risque de leur carrière universitaire, parfois de leur vie, n'hésitent pas à écrire dans un esprit d'humanisme et de modernité.